

Points clés

- Les actions « non traditionnelles », la ruse et la discrétion seront au cœur des manœuvres Zapad-2021.
- La Russie doit réviser sa doctrine pour que toute frappe nucléaire tactique dirigée contre elle, y compris hors de ses frontières, entraîne une riposte nucléaire massive.
- Le surinvestissement dans les sous-marins nucléaires de grande dimension pénalise la flotte de surface et la Marine russe en général.

« Art de la guerre »

Le général-colonel A. Jouravlev, commandant des troupes du district militaire de l'Ouest, affirme que les prochains exercices militaires Zapad permettront de répondre aux exigences des combats modernes : ils mettront l'accent sur l'ingéniosité, la mise en œuvre de « moyens d'action non traditionnels », la ruse (déception militaire) et la discrétion du déploiement des forces (*Krasnaïa Zvezda*, 11 juin 2021).

Nucléaire et dissuasion

Pour le *think tank* Russtrat (proche du Kremlin), Washington et ses alliés pourraient chercher à provoquer des conflits locaux en Ukraine et au Bélarus pour déstabiliser la Russie qui, contrainte d'intervenir, serait mise en échec. En particulier, ils pourraient frapper les pays cibles avec des missiles nucléaires tactiques, ce qui leur permettrait d'engranger facilement des victoires sans pour autant s'exposer à une riposte nucléaire stratégique russe. De fait, **le flou doctrinal qui entoure l'utilisation des armes nucléaires tactiques ou des missiles conventionnels crée une « zone grise »** que Washington et ses alliés pourraient exploiter. Pour renforcer sa dissuasion et prévenir un tel scénario, **Moscou devrait réviser sa doctrine nucléaire pour que l'emploi d'armes nucléaires tactiques dirigée contre elle, y compris hors de ses frontières, entraîne des représailles nucléaires massives.** (*Russtrat*, 24 mai 2021).

Pour le journaliste M. Klimov de *Voïenno-Promychlennyï Kourier*, **la commande de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE) Boreï récemment annoncée par le gouvernement ne correspond pas aux besoins de la flotte russe.** D'une part, les investissements disproportionnés dans les sous-marins désavantagent la flotte de surface. D'autre part, ces sous-marins de grande taille sont techniquement obsolètes ; la priorité, en la matière, devrait être la conception de bâtiments de plus petite taille, plus difficiles à détecter, et le renforcement de la défense anti-sous-marine (actuellement « inexistante ») (*Voïenno-Promychlennyï Kourier*, 31 mai 2021).

A. Gorkov, président de la Commission technique et militaire, affirme que la composante spatiale du futur système de défense antimissile A-235 Noudol (en cours de développement) permettra à celui-ci de protéger la quasi-totalité du territoire russe contre les missiles balistiques américains. Cette évolution est déterminante, car le système actuel ne couvre que la région de Moscou (*Svobodnaïa Pressa*, 31 mai 2021).

Points clés

- Lors des prochaines élections législatives, le mécontentement général bénéficiera probablement à l'opposition « systémique », sans pour autant menacer le parti Russie unie.
- La vigilance du Kremlin et la neutralisation des activistes impliqués dans l'organisation de manifestations devraient empêcher l'émergence d'un grand mouvement de contestation à l'approche des élections.
- La Procuration générale, dotée de nouvelles prérogatives, pourrait jouer un rôle clé dans la politique étrangère russe en utilisant la justice internationale contre les États adverses.
- Le maintien de la Russie dans l'OSCE est remis en cause en interne, mais Moscou aurait intérêt à y rester et à la réformer de l'intérieur pour la rendre plus efficace et y conserver une influence.

Élites / *siloviki* / *potentiel de protestation sociale*

Pour A. Kolesnikov (Centre Carnegie de Moscou) et B. Makarenko (Haut collège d'économie), **les élections parlementaires de septembre aboutiront très probablement à une victoire – modeste ou confortable – du parti présidentiel Russie unie**. Les partis d'opposition parlementaire, « libéral-démocrate » (LDPR) et communiste, tireront sans doute profit de la volonté de changement populaire, tout comme (dans une moindre mesure), le parti « de gauche patriotique » Russie juste. D'autres partis comme celui (progressiste) des Novye Lioudi pourraient entrer à la Douma, de façon très minoritaire. Néanmoins, une fois élus, les principaux partis devraient rester loyaux à Russie unie. **Le Kremlin veillera particulièrement à éviter tout scandale pré-électoral susceptible de provoquer une contestation populaire massive** – un risque faible mais non nul (*Centre Carnegie de Moscou*, 31 mai 2021).

D. Volkov, du Centre Levada, estime qu'**il n'y aura pas de manifestations politiques de grande ampleur à l'approche des élections législatives, car les organisateurs potentiels ont été « neutralisés » (emprisonnés ou poussés à partir à l'étranger)**. D'éventuels mouvements de protestation pourraient émerger, mais à l'échelle locale. Par ailleurs, il ne faut pas s'attendre à un « dégel » après les législatives. L'élection présidentielle de 2024 présentera des risques élevés pour le régime, y compris si V. Poutine se représente (*Republic*, 18 juin 2021).

Pour E. Trifonova et I. Rodine, de *Nezavissimaïa Gazeta*, **la Procuration générale pourrait devenir le « bras armé de la diplomatie russe »** si les récents projets de loi visant à élargir ses prérogatives en matière de politique étrangère et de droit international sont adoptés. En particulier, la Procuration deviendrait l'interlocuteur principal de la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) et pourrait y poursuivre d'autres États. **Moscou semble disposé à utiliser la justice internationale comme levier pour accentuer la pression sur les États adverses**. L'Ukraine, la République tchèque et les pays baltes seraient probablement ses cibles prioritaires (*Nezavissimaïa Gazeta*, 1^{er} juin 2021).

Contexte stratégique

A. Kortounov, directeur général du Russian International Affairs Council (RIAC), observe que **les élites politiques et experts russes sont de plus en plus nombreux à proposer une sortie de l'OSCE**. Incapable de répondre efficacement aux défis sécuritaires, l'organisation ne serait qu'un vecteur des valeurs occidentales en direction des pays postsoviétiques et aurait un coût trop élevé. En outre, en raison du statut juridique « flou » de l'OSCE, certaines de ses structures (comme le Bureau des institutions démocratiques et des droits de l'homme) s'octroieraient des prérogatives excessives. Néanmoins, ces motifs ne peuvent justifier un départ de l'organisation. D'une part, **celle-ci constitue un des rares espaces de dialogue « rationnel et courtois » entre la Russie et l'Occident**. D'autre part, se maintenir à l'intérieur de l'organisation permet à la Russie d'y conserver une certaine influence. Moscou aurait cependant intérêt à initier une réforme de l'OSCE pour la doter d'un mandat et d'une structure clarifiés (*RIAC*, 19 mai 2021).

Sanctions

Pour I. Timofeïev, du Club Valdai, **la Russie serait désormais mieux armée qu'il y a quelques années en cas de déconnexion du système SWIFT**. Le processus de

Points clés

- En cas de rupture avec le système SWIFT, la Russie disposerait de plusieurs alternatives, du mécanisme russe MIR au système chinois CIPS. Les conséquences financières pour la Russie seraient néanmoins critiques, et une riposte russe contre le système SWIFT ne serait pas à exclure.
- La tenue du sommet Poutine-Biden ne préfigure pas d'amélioration des relations, mais permet d'espérer une « confrontation contrôlée » et une communication pragmatique sur les questions stratégiques les plus critiques.

dédollarisation se poursuit et le système de paiement souverain « MIR » est désormais opérationnel. Néanmoins, comme l'avait affirmé D. Medvedev (alors Premier-ministre) en 2019, l'adoption par Washington d'une telle mesure serait assimilable à un « acte de guerre ». I. Timofeïev estime que **Moscou pourrait y réagir de façon radicale et œuvrer à l'effondrement du SWIFT**. Les intérêts des entreprises russes passeraient au second plan en cas de péril pour la souveraineté nationale (*Rossia v Globalnoi Politike*, 28 mai 2021).

M. Chaguina, membre du Réseau international de Genève sur les sanctions, souligne pour sa part que l'utilisation du MIR hors de Russie reste très limitée. Quant au Système de messagerie financière russe (SPFS), il connaît de fortes limites techniques (comme l'impossibilité d'effectuer des opérations en dehors des horaires de bureau), et peine à attirer les acteurs étrangers. En revanche, le système international chinois de paiement (CIPS) pourrait constituer une alternative crédible au SWIFT dans l'espace postsoviétique. La Russie pourrait aussi s'inspirer du mécanisme INSTEX que l'UE a mis en place pour réaliser des transactions avec l'Iran. Quoiqu'il en soit, **la mise en place d'alternatives au SWIFT s'annonce longue et difficile. En outre, Washington aura toujours la possibilité d'étouffer la Russie** économiquement en appliquant des sanctions secondaires aux entreprises étrangères coopérant avec elle (*Centre Carnegie de Moscou*, 10 juin 2021).

Arctique

Un rapport dirigé par S. Karaganov (*Russia in Global Affairs*, Haut collège d'économie) émet des recommandations concernant la présidence russe du Conseil de l'Arctique pour les deux prochaines années. Les experts estiment, en particulier, que les questions militaires ne doivent pas « prendre en otage » l'agenda diplomatique russe au sein de cette institution. Ces aspects doivent rester abordés dans le cadre de la relation bilatérale Russie-OTAN, mais également dans d'autres forums appropriés comme l'OSCE. **L'Arctique doit être maintenu autant que possible en dehors des tensions géopolitiques globales. La prévention des incidents militaires est une priorité.** Moscou pourrait créer un mécanisme de consultation destiné à élaborer des mesures de confiance entre les différents pays de la région. Il serait notamment pertinent de mettre en place une ligne directe pour les échanges d'informations entre les structures militaires de ces États (*Rossia v Globalnoi Politike*, 19 mai 2021).

Russie / Occident

Pour P. Charikov, de l'Institut des États-Unis et du Canada, malgré l'absence de percée majeure, **la tenue du sommet Biden-Poutine du 17 juin est importante en soi car elle amorce une reprise du dialogue**. La rencontre n'améliorera pas la relation bilatérale, mais permettra de relancer la discussion sur les sujets problématiques, en particulier dans les domaines des armes stratégiques et du cyber. En matière de droits humains, seul un accord sur les échanges de prisonniers est envisageable. En revanche, J. Biden n'obtiendra pas la libération d'A. Navalny, car il ne peut proposer aucune contrepartie susceptible de compenser l'instabilité intérieure qu'elle provoquerait (*Vedomosti*, 16 juin 2021).

Pour l'expert de politique étrangère de *Republic* V. Frolov, **le bilan du sommet de Genève est relativement positif pour Moscou**, qui a confirmé son statut d'acteur international majeur (comme dans les années 1970-1980), sans pour autant remettre en cause sa politique. **Le sommet de Genève marque une première étape vers**

Points clés

- Le détournement de l'avion par Minsk offre à Moscou deux leviers de pression : un sur le Bélarus (qui pourrait être contraint à une intégration à marche forcée) ; l'autre sur les Occidentaux, qui ont besoin de la Russie pour assurer la sécurité de leurs vols.
- Moscou doit s'assurer de pouvoir maintenir les échanges économiques et financiers avec Minsk y compris en cas de sanctions.
- L'Ukraine aurait beaucoup à perdre d'une rupture totale des liens avec le Bélarus, son principal fournisseur de carburants. Les répercussions seraient particulièrement importantes pour l'armée ukrainienne, qui connaît déjà une pénurie d'essence.

l'élaboration d'un modèle de « confrontation contrôlée », comprenant des règles de conduite et des outils de gestion de la confrontation entre la Russie et les États-Unis. Les mois à venir seront décisifs pour l'évolution de la relation bilatérale. L'espoir principal réside dans la mise en place de canaux de dialogue à l'échelon inférieur, qui pourraient jouer un rôle clé dans l'amélioration des relations (*Republic*, 17 juin 2021).

Bélarus

Pour A. Rykhline, rédacteur-en-chef de *Ej.ru*, **le détournement du vol Ryanair par Minsk s'inscrit dans la constitution d'une « zone tampon » autour de la Russie** (Ossétie du Sud, Abkhazie, Transnistrie, Donbass et désormais le Belarus), à travers laquelle la sécurité des déplacements terrestres et aériens n'est plus assurée. **Cette situation pourrait contraindre l'Occident à accepter des compromis vis-à-vis de la Russie pour sécuriser ses vols.** En outre, les conséquences de l'opération bélarusse placent Minsk sous la dépendance totale de Moscou, et la création d'un État unifié russo-bélarusse n'est plus qu'une question de temps (*Republic*, 28 mai 2021).

Pour G. Mirzaïan, de l'université des Finances auprès du gouvernement russe, **Moscou obtiendra probablement du Bélarus une reconnaissance officielle du rattachement de la Crimée à la Russie.** Minsk n'est plus en mesure d'exiger des contreparties financières à ce changement de position. En outre, l'avantage que Moscou retirait de la neutralité bélarusse n'a plus lieu d'être, puisque Kiev ne considère plus Minsk comme un médiateur susceptible d'accueillir les négociations sur le Donbass. A. Loukachenko pourrait être acculé à « brûler les ponts » avec l'Ukraine et l'Occident par ce revirement afin de prouver sa loyauté au Kremlin (*Snob*, 31 mai 2021).

I. Timofeïev estime que **l'adoption de sanctions occidentales contre le Bélarus renforcerait certes la dépendance de Minsk à l'égard de Moscou, mais aurait un coût élevé pour l'économie russe** : les entreprises russes engagées dans la coopération bilatérale pourraient être sanctionnées, les échanges économiques russo-bélarusses entravés, tandis que Minsk aurait besoin de subventions supplémentaires. Pour se prémunir au moins partiellement contre ces risques, **les deux États auraient tout intérêt à mettre rapidement en place un mécanisme qui assurerait le maintien des flux financiers bilatéraux**, indépendamment des sanctions (*Club Valdai*, 28 mai 2021).

Ukraine / Mer Noire

Pour le journaliste (sans affiliation) K. Skorkine, **l'Ukraine pourrait devenir la principale victime de la « guerre des sanctions » entre l'Occident et le Bélarus.** Kiev dépend fortement des carburants en provenance du Bélarus : en 2020, les importations depuis ce pays représentaient la quasi-totalité de l'essence ordinaire, 64 % de l'essence sans plomb et 34 % du diesel. En outre, le Bélarus s'est imposé comme l'un des principaux fournisseurs de charbon sur le marché ukrainien. Kiev a amorcé un processus de diversification, mais l'importation à grande échelle de produits pétroliers d'Azerbaïdjan demandera du temps. À court terme, le principal bénéficiaire de la détérioration des relations économiques bilatérales pourrait être l'oligarque ukrainien I. Kolomoïsky, détenteur d'une raffinerie. Pour l'heure, le pragmatisme économique contraint Kiev à adopter une approche plus modérée à l'égard de Minsk que celle de l'Union européenne. Les tensions risquent toutefois de s'accroître si l'implication des services spéciaux bélarusses dans le meurtre du journaliste ukrainien

Points clés

- Pour Kiev, l'obtention du statut d'allié principal des États-Unis hors OTAN ne constituerait qu'une victoire temporaire et symbolique. Ce statut pourrait même réduire ses chances d'intégrer l'Alliance à plus long terme.
- La méfiance réciproque et les différences culturelles empêchent la coopération russo-chinoise en matière d'information de se développer, malgré des outils et des objectifs communs.

P. Cheremet (en 2016) est avérée. En tout état de cause, la relation entre les deux pays ne retrouvera pas son état antérieur (*Centre Carnegie de Moscou*, 1^{er} juin 2021).

Pour l'expert militaire et rédacteur en chef de *Segodnia.ru* Iou. Kotenok, malgré le renforcement quantitatif de ses troupes, l'Ukraine n'est pas en mesure de mener des opérations offensives de grande ampleur dans l'est du pays en raison de la pénurie de carburant. Les véhicules de l'armée de terre ukrainienne dépendent largement du carburant (principalement du diesel) russe, ou de provenance russe et transformé au Bélarus, et les menaces de Minsk de restreindre ou d'interrompre ses livraisons à Kiev pourraient encore aggraver cette situation (*Nezavisimsiia Gazeta*, 27 mai 2021).

V. Kravtchenko, de *Zerkalo Nedeli* (Kiev), estime que **les élites ukrainiennes sont divisées entre les partisans d'un accord bilatéral de défense approfondie avec Washington, et ceux d'un statut d'allié principal des États-Unis hors-OTAN. Ce statut présente plusieurs inconvénients** : 1) il revêtirait une dimension essentiellement symbolique et n'impliquerait pas de garantie de sécurité pour Kiev de la part de Washington ; 2) il donnerait des arguments supplémentaires à Paris et Berlin contre l'adhésion de Kiev à l'OTAN ; 3) il mettrait en doute la détermination de V. Zelensky à intégrer l'Alliance et renforcerait la défiance populaire ; 4) il n'obligerait pas, donc n'inciterait pas le gouvernement à poursuivre sa politique de réformes. Cependant, alors que les perspectives d'un partenariat bilatéral et d'adhésion à l'OTAN sont incertaines et lointaines, Kiev se tournera probablement vers cette option réalisable à court terme pour marquer le trentième anniversaire de l'indépendance du pays (*Zerkalo Nedeli*, 3 juin 2021).

Le même V. Kravtchenko estime que le communiqué de l'OTAN faisant suite au sommet de Bruxelles, où l'Alliance réitère son intention d'intégrer l'Ukraine et dénonce l'agressivité de la Russie, constitue une victoire diplomatique pour Kiev. Néanmoins, l'obtention d'un Plan d'action pour l'adhésion reste incertaine, car subordonnée au succès des réformes. L'Ukraine est maintenue dans une « zone grise » stratégique, et ce flou risque de conforter Moscou dans l'idée qu'elle n'intégrera jamais l'Alliance (*Zerkalo Nedeli*, 15 juin 2021).

Asie

Pour A. Gabouïev, du Centre Carnegie de Moscou, et L. Kovatchitch, journaliste spécialiste de la Chine, **Moscou et Pékin ont des outils et des objectifs relativement similaires en matière de « guerre de l'information » contre l'Occident**. Des échanges bilatéraux dans ce domaine ont lieu à plusieurs niveaux : sous-commission intergouvernementale pour les médias, tenue de forums annuels de l'information, accords de partenariat pour l'échange de contenus liant des médias publics (comme celui conclu entre *Rossia Segodnia* et *China Media Group* en 2018). **Néanmoins, la coopération reste limitée**, pour deux raisons principales. Premièrement, le niveau de confiance entre les services de sécurité et de renseignements des deux pays reste faible. Deuxièmement, les tentatives de propagande conjointe ont jusqu'à présent échoué, en raison de la piètre qualité des contenus diffusés, notamment due à des cultures stratégiques très différentes (*Centre Carnegie de Moscou*, 11 juin 2021).

Afghanistan

Selon A. Kortounov, directeur général du RIAC, **le règlement de la crise afghane**

Points clés

- Une implication dans le règlement de la crise en Afghanistan après le départ des Américains pourrait permettre à l'OCS de prouver son efficacité, mais risquerait aussi de révéler les dissensions entre ses membres. Répétition du point clé précédent.
- Les sanctions technologiques ne permettent pas à la Russie de finaliser la production du satellite Kanopus V, dépendant des composants britanniques. Dès lors, un contrat pour la vente de celui-ci à l'Iran est peu vraisemblable.
- Si l'installation d'une base navale russe au Soudan est abandonnée, Moscou devra néanmoins s'efforcer de maintenir son ancrage régional. Il pourrait éventuellement ouvrir un point d'appui au Somaliland ou en Érythrée.
- Le coup d'État au Mali pourrait permettre à la Russie de renforcer son influence dans son pays. La stabilisation des relations avec le voisinage et de la situation intérieure reste cependant la priorité du nouveau régime malien et déterminera l'évolution de la relation bilatérale.

(après le départ annoncé des troupes américaines) **constituera un test de légitimité pour l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS)**. Le groupe de contact OCS-Afghanistan, créé en 2005, a permis de fédérer les États membres et observateurs (Russie, Chine, Kazakhstan, Kirghizstan, Ouzbékistan, Tadjikistan, Inde, Pakistan, Iran) autour de deux objectifs : d'une part, lutter contre le trafic de drogue en Afghanistan. D'autre part, empêcher ce pays de devenir un émirat islamique. Néanmoins, d'importantes divergences sur les questions politico-sécuritaires persistent, en particulier entre l'Inde et le Pakistan. Pour éviter les blocages, l'OCS aurait intérêt à confier le dossier afghan à un groupe limité de pays (selon une logique de « multilatéralisme à la carte »). Elle devra néanmoins veiller à préserver les intérêts de l'ensemble des pays membres afin de préserver l'unité de l'organisation (*Russian International Affairs Council*, 15 juin 2021).

Moyen-Orient

Pour V. Toutchkov, de *Svobodnaïa Pressa*, **la rumeur (diffusée par des militaires américains) concernant l'acquisition par l'Iran du satellite russe Kanopus-V est infondée** : selon toute vraisemblance, Moscou ne dispose pas d'une version aboutie et fonctionnelle de ce satellite. La Russie a pris du retard pour compenser les sanctions technologiques occidentales et n'est pas en mesure de remplacer le système de contrôle (de conception britannique) prévu initialement pour le satellite. Si des négociations russo-iraniennes sur la coopération militaro-techniques ont eu lieu, elles ont plus probablement porté sur la vente de systèmes russes de défense antiaérienne (*Svobodnaïa Pressa*, 14 juin 2021).

Afrique

I. Kramnik, expert de l'IMEMO, estime que **l'abandon du projet de base navale russe au Soudan nuit fortement aux intérêts économique et militaires régionaux de la Russie**. Le revirement de Khartoum est probablement lié à l'activisme de Washington, et la compétition russo-américaine s'annonce difficile. Moscou ne doit pas pour autant renoncer à ses ambitions dans la corne de l'Afrique. Même si les États-Unis lui « dament le pion » au Soudan, la Russie pourrait se tourner vers le Somaliland et l'Érythrée, où elle a des relais, pour y établir un point d'appui (*Vedomosti*, 3 juin 2021).

Pour le journaliste-africaniste indépendant A. Tselounov, **Moscou pourrait renforcer son influence au Mali à la faveur du récent coup d'État**. Il semble que l'un des chefs de la junte, S. Kamara, soit bien disposé à l'égard de la Russie. Par ailleurs, cette dernière dispose d'une image favorable au sein de la population malienne. Néanmoins, les relations avec les pays voisins sont la priorité immédiate du régime, loin devant celles avec Moscou ou Paris. En outre, l'évolution du lien russo-malien se dessinera plus clairement quand le nouveau pouvoir se sera stabilisé sur le plan intérieur (*Nezavisimaïa Gazeta*, 30 mai 2021).

*avec le soutien de la Direction générale des Relations Internationales et de la Stratégie (DGRIS), Ministère des Armées.